



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Ingérence de l'Azerbaïdjan en outre-mer

Question écrite n° 1274

Texte de la question

M. Nicolas Metzdorf alerte M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur les ingérences étrangères grandissantes en outre-mer. Le 13 mai 2024 a vu la Nouvelle-Calédonie être victime d'une vague d'émeutes sans précédent dans son histoire. Des milliers d'émeutiers ont brûlé, pillé, dégradé et détruit des milliers d'entreprises, de biens, de domiciles et même des églises. L'ingérence de l'Azerbaïdjan dans les émeutes qu'ont connu le territoire semble indiscutable. Le 17 juillet 2024 encore, à l'invitation du groupe d'initiative de Bakou dirigé par le régime azéri, des élus indépendantistes se sont rendus à Bakou pour une réunion qui a acté la création d'un front international de libération des colonies françaises. Cette conférence a été l'occasion pour les élus de l'Union calédonienne de remercier l'Azerbaïdjan pour son soutien accordé à la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), soupçonnée d'être le commanditaire des émeutes. Cette conférence a vu aussi la présence d'élus indépendantistes issus d'autres territoires ultramarins. Cette conférence s'inscrit dans la longue durée d'ingérences azerbaïdjanaises en outre-mer depuis 2023, voulant donner une image d'une France néocoloniale. Alors que la Martinique connaît actuellement un climat de grande violence, Bakou a de nouveau saisi l'opportunité pour dépeindre l'image d'une France coloniale à l'internationale, encore une fois *via* le groupe d'initiative de Bakou. Le régime d'Aliyev s'en est aussi pris à d'autres territoires, notamment Mayotte. Chaque prise de position de Bakou, ne fait qu'alimenter les tensions sur les territoires. Face à l'ingérence flagrante, il est nécessaire que les territoires soient protégés. Il lui demande donc de mettre en place une réponse diplomatique forte, car à ce jour, aucune prise de position contre l'ingérence azerbaïdjanaise en outre-mer n'a eu lieu.

Texte de la réponse

L'Azerbaïdjan a fait le choix de provoquer une crise sans précédent dans nos relations en multipliant les agissements hostiles à notre égard. L'Azerbaïdjan soutient et relaie publiquement des manœuvres informationnelles d'une grande hostilité, qui s'accompagnent de discours et d'actions se rapprochant d'opérations d'ingérence ou pouvant être qualifiées comme telles. Ces manœuvres informationnelles sont bien documentées et reposent sur des modes opératoires similaires aux méthodes russes, avec pour objectif de porter atteinte à nos intérêts. Depuis janvier 2023, plus d'une trentaine de manœuvres informationnelles provenant de l'Azerbaïdjan ont été détectées par VIGINUM, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères. VIGINUM a notamment documenté, le 17 mai, des manœuvres informationnelles ciblant spécifiquement la Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'intérieur a par ailleurs eu l'occasion de relever les liens que certains indépendantistes entretiennent avec l'Azerbaïdjan. Le 2 décembre, VIGINUM a publié un nouveau rapport sur l'activité numérique du Baku Initiative Group (BIG), un organisme de propagande d'Etat basé en Azerbaïdjan qui tente de remettre en cause la souveraineté de la France dans les DROM-COM et en Corse. Malgré ses tentatives répétées et grossières de s'implanter dans le débat public numérique francophone, cet organisme n'a pas réussi à obtenir la visibilité probablement escomptée auprès des populations ciblées par leurs manœuvres. Des manœuvres informationnelles similaires avaient déjà été détectées précédemment, appelant au boycott des Jeux Olympiques de Paris 2024 (JOP 2024). Il faut cependant évaluer ces manœuvres à leur juste mesure : elles n'ont pas l'impact qu'elles prétendent avoir. Les

JOP 2024 l'ont démontré. A ces manœuvres informationnelles s'ajoutent des discours inacceptables portés par les plus hautes autorités azerbaïdjanaises à l'encontre de nos départements, régions et collectivités d'Outre-mer, y compris pendant la COP29. La France a réagi fermement : l'ambassadrice d'Azerbaïdjan en France a été convoquée au ministère de l'Europe et des affaires étrangères le 19 novembre 2023. En accord avec le Président de la République et le Premier ministre, la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques ne s'est pas rendue à Bakou pour la COP29. La France dénonce avec la plus grande fermeté ces agissements inacceptables, qui affectent de manière très négative notre relation avec l'Azerbaïdjan. Nous attendons de ce pays qu'il agisse pour mettre un terme à ces pratiques condamnables et l'avons clairement fait savoir aux autorités azerbaïdjanaises et aux Européens.

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Metzdorf](#)

Circonscription : Nouvelle-Calédonie (1^{re} circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1274

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 octobre 2024](#), page 5556

Réponse publiée au JO le : [11 mars 2025](#), page 1583